

ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

ALLIANCES ET CHANGEMENTS D'ÉCHELLE

Interview d'Antoinette Brouyaux et de Nicolas Van Nuffel
par Brigitte Gloire et Pierre Démotier

Dans le cadre ce numéro mettant en lien et en miroir les enjeux environnementaux avec le secteur de l'éducation permanente, nous avons réuni Antoinette Brouyaux, coordinatrice d'Associations 21 et Nicolas Van Nuffel, responsable du plaidoyer au CNCD-11.11.11 et président de la Coalition Climat, lors de différentes discussions. Étant donné que les actions positives entreprises à l'échelle individuelle ou associative resteront toujours limitées dans leurs effets si elles ne s'opèrent pas aussi à d'autres niveaux, selon différents modes d'action et dans d'autres secteurs, plusieurs leviers restent à actionner afin d'assurer la prise en compte des enjeux environnementaux par le secteur social et celle des enjeux sociaux par le secteur environnemental.

Renforcer l'approche collective

Brigitte Gloire : Alors que la logique institutionnelle pousse au cloisonnement entre les structures et que le travail repose sur des permanents aux agendas

surchargés, comment développer une logique collective qui dépasse les approches individuelles voire individualistes ?

Antoinette Brouyaux : On essaie de faire du collectif sous les bannières du développement durable ou de l'éducation permanente, de parler des communs mais on est face à un système où les gens sont complètement atomisés et le problème est un peu trop grand pour nous. L'ampleur des problèmes devrait justifier des alliances comme celle de Faire Front (- Pour un avenir social, écologique et démocratique - initiative regroupant une trentaine de collectifs et d'organisations et faisant suite à la carte blanche « Gérer l'urgence puis réinventer l'avenir »¹ publiée par Le Soir le 1^{er} avril 2020, ndlr) avec qui ont eu lieu des réunions stimulantes entre la manifestation de 2019 (Marches pour le Climat, ndlr) et le confinement, même si ça n'a pas donné grand-chose. Dans un tel moment de crise on s'est réuni, on était plein d'espoir et d'attentes. Le colloque Ce Qui Nous Arrive de 2022 était



une occasion intéressante qui réunissait des travailleurs sociaux. On a été réinvité à la conférence de Fatima Ouassak mais qu'est-ce qu'on fait ensuite ? On se connaît, on se croise mais au-delà de ça... La Coalition Climat est aussi une initiative intéressante au niveau national.

Nicolas Van Nuffel : Nous sommes confronté-e-s à un double blocage provoqué par nos adversaires. D'un côté, ils ont imposé, avec le néolibéralisme, une vision individualiste de la société. La phrase de Margaret Thatcher « *There's no such thing as society* » résume bien la pensée néolibérale qui délégitime et paralyse tous les modes d'action collectifs. De l'autre côté, ces mêmes adversaires se servent de ça pour freiner la transition écologique en retournant l'argument et en parlant d'écologie punitive vis-à-vis des propositions de réglementation. Ils poussent à l'individualisme puis, au nom du refus de la culpabilité individuelle, freinent la transition écologique.

Entre la fin des années 1970 et le milieu des années 2010, on a perdu beaucoup de terrain.

Cela dit, je sens depuis le milieu de la décennie passée un retour du collectif et un retour de la pensée politique dans les mouvements de transition écologique. On est passé par différentes phases. Quand je suis arrivé en 2008 on préparait le sommet de Copenhague et on pointait le politique comme agent de changement sans voir qu'il y a aussi une responsabilité collective des citoyens à provoquer le changement. À la suite de l'échec de ce sommet, j'ai observé une perte de foi dans les mondes militants en la capacité du politique à changer les choses, conduisant à un repli sur des logiques de transition très apolitiques car ne posant pas la question du rapport de force.

Au moment du sommet de Paris on a vu arriver une nouvelle génération (je pense au réseau ADES côté francophone ou à Climate Express du côté néerlandophone) regroupant des jeunes qui sont à la fois dans l'action locale et collective et dans le questionnement du changement au niveau politique. On a pu observer un climax de cette tendance avec les mobilisations de 2019

1 Collectif de signataires, « Gérer l'urgence puis réinventer l'avenir », Le Soir, 1 avril 2020, <https://www.lesoir.be/291488/article/2020-04-01/gerer-lurgence-puis-reinventer-lavenir>.

portant un message de changement sociétal. Après 2019, arrive un moment vraiment difficile : d'une part, l'écart entre les grands slogans et la concrétisation du changement entraîne un sentiment de déception chez une frange des militant-e-s qui considèrent dès lors que le système politique n'est pas à la hauteur et que ça ne sert à rien de s'engager. D'autre part, sur cela s'est greffée la crise COVID qui a épuisé tout le monde et a rompu les dynamiques collectives et citoyennes.

Brigitte Gloire : On peut considérer qu'il y a eu des années de plomb après la fin des années 1970. Quand j'ai commencé à Oxfam on restait un petit milieu même s'il était composé d'un grand nombre d'ONG.

Nicolas Van Nuffel : Je n'ai rien pour le prouver mais j'ai le sentiment profond que si cette nouvelle génération arrive, c'est parce qu'on n'a pas lâché pendant les années de plomb, que les organisations ont continué à effectuer le travail d'éducation à la citoyenneté qui contrait le discours dominant. Un des rôles de l'éducation permanente est de s'inscrire dans la durée avec des messages de déconstruction systémique qui permettront, à long terme, une prise de conscience citoyenne.

Nouer des alliances

Antoinette Brouyaux : En 2000, on interpellait déjà des experts du développement durable sur la place de la culture parmi les piliers social, environnemental et économique de ce même développement durable. La culture a été le pilier oublié de Rio 92, le sommet de l'ONU qui a posé les balises du développement durable, et on a perdu trente ans concernant les alliances qui auraient pu être construites avec le monde culturel et l'éducation permanente. Les secteurs du développement durable et de l'éducation permanente sont très proches et collaborent déjà mais la définition originelle du développement durable a handicapé un développement qui aurait pu être conjoint. Quand l'Association 21 a été créée en 2006, les acteurs culturels ne sont pas restés car ils se sentaient peu impliqués.

Aujourd'hui les nouvelles obligations légales poussent à imaginer des alliances. Des outils d'animation comme Cap 2030 pourraient aussi servir à faire du lien entre des personnes exerçant différents métiers (plaidoyer, éducation permanente...).

Brigitte Gloire : On met en avant des personnes, des têtes de proue et ce vedettariat des solutionneurs n'aide pas.

Antoinette Brouyaux : On cherche des grandes figures pour convaincre donc les collectifs deviennent moins visibles. Je suis frappée par le fait que les gens avec qui je collabore n'écoutent plus les actualités parce que ça les déprime. Pourtant, les limites du système néolibéral capitaliste apparaissent de manière beaucoup plus prégnante. La croissance ne permet plus le ruissellement, si elle l'a jamais permis. Les jeunes générations qui n'arrivent plus à acheter un logement sont aussi plus conscientes. Les jeunes diplômé-e-s se précipitent dans les ONG, ça fait dix ans que je vois passer des CV de gens qui ne veulent plus travailler dans les multinationales. Il y a une conscience assez large du fait que le système a ses limites. Une fois cela posé, quelles conclusions en tirer ? D'un côté, la colère produit beaucoup d'anti-politisme, d'anti-système. De l'autre côté, il y a aussi des exemples très positifs comme celui de la contribution des administrations au rapport du Forum pour la Transition où elles parlent des méga tendances, des risques. Il y a encore des choses qui marchent mais on ne les voit pas toujours et les forces du marché restent dominantes.

Le Conseil Fédéral du Développement Durable est également un lieu intéressant de concertation et d'échange d'idées (le CFDD « *donne des avis à l'autorité fédérale belge sur la politique fédérale de développement durable. À cette occasion, une attention particulière est portée au respect des engagements internationaux de la Belgique, tels que l'Action 21, la Convention sur le climat et la Convention sur la diversité biologique* »²). En revanche, quand on doit publier un avis demandé par les pouvoirs publics, c'est difficile de dégager un consensus entre la Fédération des Employeurs

2 CNCD 11.11.11, « Conseil fédéral pour le développement durable (CFDD) », consulté le 2 octobre 2023,

Belges, les syndicats et les associations.

Selon les sujets il existe déjà différentes coalitions mais pour des choses plus transversales. La reconnaissance en éducation permanente concerne des organisations œuvrant dans différents secteurs et peut permettre d'ouvrir des échanges. On aimerait également s'ouvrir aux organisations issues des diasporas, ce qui demande un réel travail de notre part.

Des angles morts subsistent, par exemple concernant la vision très urbaine de certains plans et rapports. À la lecture du rapport du Forum sur la Transition Juste, les mots « *ruralité* » et « *village* » n'apparaissent nulle part, par contre il y a le mot « *quartier* » neuf fois. Les problèmes spécifiques aux zones rurales ne sont pas pris en compte, même dans les questions de transport.

Utiliser la pluralité des modes d'action

Brigitte Gloire : Certains acteurs travaillent sur la mobilisation, d'autre sur la sensibilisation, d'autres encore sur l'éducation et tous ces travaux sont souvent menés « en silos ». Le manque de temps lié à la charge de travail n'aide pas à sortir de ce travers, d'autant que certains acteurs sont réticents à venir affronter le politique. Comment trouver les leviers les plus efficaces et obtenir la transformation attendue dans les modèles de société ?

Nicolas Van Nuffel : Une des choses qui m'interrogent le plus aujourd'hui, en relisant notamment Alain Touraine, c'est qu'on fait mouvement social quand on parvient à provoquer un basculement dans l'hégémonie culturelle, et ça nécessite la pluralité des modes d'action. La logique du « *je ne veux voir qu'une seule tête* » ne provoque pas le changement dans la société. À la Coalition Climat, l'objectif ne doit jamais être d'opposer les modes d'action : grandes marches citoyennes, désobéissance civile, potagers collectifs, plaidoyer... il faut de tout pour faire bouger les choses. J'emploie toujours le modèle élaboré par l'ONG Quinoa (*ONG d'éducation à la citoyenneté qui travaille sur des projets associant rencontre interculturelle et implication dans des micro-projets de développement à caractère collectif et*

<https://frdo-cfdd.be/fr/>.

social, ndlr) qui distingue quatre modes d'action :

- On peut agir dans le système – avoir des allié-e-s au sein du système politique
- On peut agir hors du système – créer des alternatives qui démontrent qu'on peut faire autrement
- On peut agir contre le système – faire de la désobéissance civile
- On peut agir vers le système – utiliser la force des « hors » et des « contre » pour s'attaquer aux rouages systémiques.

On fera bouger les choses en utilisant les quatre modes d'action en même temps mais on est face à une difficulté dans la coalition de ces quatre modes. Je ne sais pas vraiment pourquoi on coince mais on perd confiance (à tort ou à raison) dans la capacité du politique à faire bouger les choses, que ce soit chez des jeunes de Molenbeek ou des délégués syndicaux dans l'industrie de la pétrochimie. Et pourtant, ça n'a jamais autant bougé au niveau politique que depuis cinq ans. Quand on voit le Green Deal européen, il reprend la diminution des gaz à effets de serre de 55% à l'échelle de l'UE. On reste dans une décarbonation du capitalisme mais des choses ont bougé.

Brigitte Gloire : N'y a-t-il pas une certaine faiblesse dans le mode d'action au sein du système politique ? Les arguments des bloqueurs vis-à-vis de la transition écologique reviennent et, s'ils sont déjà connus, ils sont de plus en plus explicites aujourd'hui :

1. Si réduire les émissions c'est fermer des usines, nous ne le ferons pas.
2. Quand bien même nous le ferions, les autres continueront à produire des émissions de gaz à effet de serre.

Comment dépasser ces blocages ?

Nicolas Van Nuffel : pour moi il y a des forces et des faiblesses dans les quatre modes d'action.

Du côté du mode d'action « hors système et alternatives », les gens ont envie de bouger mais ne savent pas par où commencer et se sentent

isolés. Comment passer à l'échelle supérieure sur ces alternatives ? Le mouvement ouvrier avait ses pôles : syndicat, mutuelle, magasin coopératif et parti. Comment faire pour passer à l'effet de masse en réenchantant le mouvement et en structurant l'économie collaborative hors capitalisme ?

Pour ce qui est d'agir « contre le système », il y a une question d'échelle. En 2018 – 2019, on a vu d'abord la descente massive dans la rue puis une « radicalisation » via la participation à des actions citoyennes et de désobéissance civile. Aujourd'hui ces actions de désobéissance civile peinent à trouver un nouveau souffle et leur criminalisation n'aide assurément pas.

En ce qui concerne le mode d'action « plaidoyer », on a d'abord besoin de la mobilisation citoyenne pour être pris au sérieux. On a d'ailleurs vu un changement d'échelle du plaidoyer de la Coalition Climat après 2018 même si elle comptait déjà 70 membres. Ensuite, on doit sortir de l'entre-soi et faire du climat un enjeu pour des organisations dont ce n'est pas l'activité principale. Aujourd'hui les syndicats, les mutuelles et les organisations de lutte contre la pauvreté s'impliquent davantage. On a fait l'effort de les écouter et faire en sorte qu'on se rejoigne. On aboutit par exemple à la mise sur pied d'un Pacte Logement-Energie même si on a eu de fameuses engueulades sur des sujets difficiles où environnement et social peuvent se confronter.

Changer d'échelle

Brigitte Gloire : Alors que beaucoup d'acteurs semblent peu informés de la gravité de l'urgence de la situation, l'éducation permanente peut être un vrai outil pour favoriser le dialogue.

Antoinette Brouyaux : Allons-nous vraiment vers les publics qui en ont besoin ? Allons-nous ouvrir la porte des cafés ? Avec tout l'arsenal associatif qu'on a dans ce pays, doit-on pallier les manques de l'État ?

Brigitte Gloire : Comment conserver une certaine radicalité lorsqu'il faut passer au niveau politique ? Et si oui, avec quelle stratégie ?

Antoinette Brouyaux : ça demande des moyens. Il faudrait qu'on soit plus nombreux.

Pour aller vers le politique il faut des moyens. Les personnes qui ont toutes les portes ouvertes sont parfois déconnectées, y compris parmi les permanent-e-s des ONG qui ont le mandat, la posture de sachants, l'origine sociale. À l'inverse, donner la parole aux personnes les plus opprimées ne doit pas conduire à prétendre parler au nom des pauvres et « faire dire » des choses aux gens en situation de précarité. Tout le monde veut travailler avec les publics les plus précarisés mais c'est ce qu'il y a de plus difficile. « *Ne laisser personne de côté* » est d'ailleurs le sous-titre de l'Agenda 2030 de Développement Durable de l'ONU.

Extinction Rébellion et Code Rouge gardent une certaine radicalité via la désobéissance civile, par contre on ne les invite pas dans les cabinets. Conserver la tension entre une mouvance radicale et des chargés de plaidoyer reste possible au moyen de complicités interpersonnelles. Il y a des moments de rencontre, par exemple avec les Actrices et Acteurs des Temps Présents. Les organisations d'éducation permanente ont un rôle à jouer, par exemple Canopea (*fédération des associations environnementales, ndlr*) est reconnue en éducation permanente et soutient activement un collectif citoyen comme Occupons le Terrain.

Brigitte Gloire : Comment parvenir à contrer le laisser-faire avec une approche régulatrice ?

Nicolas Van Nuffel : Je vois un changement, même insuffisant, en ce qui concerne la régulation et la planification contre le court-termisme et la non-intervention de l'Etat dans l'économie (Green Deal, Next Generation EU). Plus qu'il y a dix ans, des portes s'ouvrent pour une sortie du néolibéralisme (sans signifier la sortie du capitalisme). Le rapport de force se joue aussi en dehors des parlements : sur la loi de restauration de la nature, il y a eu un retour en arrière à cause du vote massif pour un parti populiste paysan aux Pays-Bas qui a fait paniquer les partis regroupés au sein du Parti Populaire Européen. Nos adversaires sont puissants et on devra faire avec. On est dans l'affrontement et nos adversaires sont obligés de nous affronter. Il y a cette phrase apocryphe de Gandhi : « *d'abord ils vous ignorent, puis ils rient de vous, puis ils vous affrontent et enfin vous gagnez* ».

La semaine dernière, j'étais à l'inauguration du Salon Valériane et Willy Borsus était présent et obligé de reconnaître qu'il y a un mouvement, même s'il vante le soutien de la Wallonie à l'agriculture bio comme un secteur de niche. Quand je parle à des patrons d'entreprise qui veulent vraiment du changement (par exemple ASBL 2030), ils ne prennent pas conscience de la dimension systémique. Ils ont, par exemple, transformé leur processus de production pour respecter les limites planétaires mais n'imaginent pas des changements systémiques tels qu'une réforme fiscale. Ils ne se voient pas non plus se battre dans leurs fédérations d'entreprises, contre les grandes entreprises de la pétrochimie, pour qu'elles entrent dans le processus de la transition juste.

Brigitte Gloire : Peu de gens veulent aller à la discussion et à la confrontation.

Nicolas Van Nuffel : Quand on pense réglementation, il faudrait parler de justice réglementaire. On est d'accord sur le plan Good Move et la nécessité de revoir la mobilité à Bruxelles mais qu'est-ce que je dis à un aidant proche qui habite à Enghien et qui vient aider sa mère à Bruxelles avec sa voiture qui ne respecte pas les nouvelles normes ? La norme doit être mise en place mais elle peut entraîner des conséquences néfastes sur les personnes qui sont déjà en difficulté. Une échevine anderlechtoise interviewée par BX1 disait que l'erreur commise avait été de vouloir changer la mobilité à Anderlecht sans avoir avancé sur le reste (maison de jeunes, plaines de jeux...). La transition juste est aussi une méthode de négociation dans une discussion tripartite avec les travailleur-se-s, les employeur-se-s et l'Etat pour tracer des trajectoires vers le zéro carbone en 2050 dans le respect de la justice sociale : quels emplois créer, quels emplois transformer, quels emplois supprimer, etc. La question de la contrainte réglementaire reste ce qui nous oppose à nos adversaires. Ce qui nous rassemble fondamentalement au sein de la Coalition Climat, c'est la conviction qu'on ne s'en sortira pas sans remettre des règles.

Brigitte Gloire : Qu'est-ce qu'on fait par rapport au désintérêt politique et au cynisme ?

Antoinette Brouyaux : Ce cynisme est peut-être lié au hiatus entre le fait de pouvoir être efficace au niveau politique et le fait que les personnes qui veulent y être ne sont pas forcément les bonnes. Plusieurs chantiers restent à mener et on a besoin de relais. Les centres culturels ont sans doute un rôle à jouer dans le relais des préoccupations des gens qui ne vivent pas en ville. Dans les villages, il y a les fêtes locales qui réunissent du monde. Il faut utiliser les lieux qui existent, pas créer de nouvelles maisons de ceci ou de cela. Comment mieux utiliser nos ressources qui sont très dispersées ? On dispose d'une véritable armée de travailleurs dans l'associatif mais chacun est dépendant d'une structure différente. Que fait-on avec cette armée de gens motivés, formés et de bonne volonté ? En s'organisant mieux on pourrait changer d'échelle mais les associations sont mises en concurrence, une logique dont il faut sortir pour plutôt mettre en avant les points où les associations sont complémentaires et peuvent nouer des alliances (par exemple dans l'élaboration de plaidoyers communs).

Concernant les diasporas, il y a des personnes et des organisations avec qui cheminer au sein du réseau associatif très fort en Belgique francophone. De notre côté, on veut bien aider les centres culturels par rapport à leurs nouvelles obligations pour en faire des opportunités de collaboration. Les centres ont les moyens d'aller vers les publics, nous pouvons amener des contenus, des outils sur les enjeux environnementaux pour sortir des constats plombants, avec l'outil Cap 2030 par exemple.